

Les Déterminants De L'usage Des Services De Transfert D'argent En Côte D'Ivoire : L'importance Du Statut De Pauvreté Des Utilisateurs

Determinants Of The Use Of Money Transfer Services In Côte D'Ivoire : The Importance Of The Poverty Status Of Users.

Auteur 1 : COULIBALY Mamadou

Auteur 2 : Kouakou Auguste Konan.

COULIBALY Mamadou, (<https://orcid.org/0000-0002-8513-802X>, PhD student)
Université Félix Houphouët-Boigny / Unité de Formation et Recherche des Sciences Économiques et de Gestion
Abidjan-Côte d'Ivoire

KOUAKOU Auguste Konan, (Enseignant chercheur)
Université Jean Lorougon Guédé / Unité de Formation et Recherche des Sciences Économiques et de Gestion
Daloa-Côte d'Ivoire

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : COULIBALY, M. & KOUAKOU, K.A (2024) « Les Déterminants De L'usage Des Services De Transfert D'argent En Côte D'Ivoire : L'importance Du Statut De Pauvreté Des Utilisateurs », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 25 » pp: 0065 – 0092.

Date de soumission : Juillet 2024

Date de publication : Août 2024



DOI : 10.5281/zenodo.12806524
Copyright © 2024 – ASJ



Résumé

La présente étude analyse les déterminants de l'usage des services de transfert d'argent suivant le statut de pauvreté des utilisateurs. Pour ce faire, l'étude a implémenté le modèle logit multinomial. Nous avons des raisons de penser qu'un individu ait plusieurs alternatives de service de transfert et que la décision d'utiliser un service de transfert d'argent donné est fonction de l'utilité probable qu'il éprouve en utilisant ce service. Pour y arriver, un échantillon questionné de 1 536 utilisateurs de service de transfert d'argent repartir dans 13 communes d'Abidjan est utilisé. À partir d'une analyse statistique et d'une estimation économétrique, nous montrons que la probabilité d'usage du mobile money par une personne pauvre augmente de 12,1% comparativement aux autres services de transfert d'argent qui baisse de 6,9% et 5% pour les banques et autres sociétés. En outre, recevoir un transfert d'argent par le canal mobile money augmente de 11,4% tandis qu'elle baisse de 7% pour Western Union et Ria. La proximité, le délai de réception et la qualité du service influencent positivement l'usage des services de transfert mobile suivant que la personne soit pauvre ou non. Par contre, la sécurité du service a un effet négatif sur l'usage du mobile money comparé aux autres services.

Mots clés : Mobile Money, Transfert d'argent, Pauvreté, Logit multinomial, Côte d'Ivoire.

Abstract

This study analyses the determinants of the use of money transfer services according to the poverty status of users. To do this, the study implemented the multinomial logit model. We have reason to believe that an individual has several transfer service alternatives and that the decision to use a given money transfer service is a function of the likely utility they experience in using that service. To achieve this, a questionable sample of 1,536 users of money transfer service leave in 13 municipalities of Abidjan is used. Based on statistical analysis and econometric estimation, we show that the probability of using mobile money by a poor person increases by 12.1% compared to other money transfer services which decreases by 6.9% and 5% for banks and other companies. In addition, receiving a money transfer via the mobile money channel increased by 11.4% while it fell by 7% for Western-Union etc. The proximity, the reception time and the quality of the service positively influence the use of mobile transfer services depending on whether the person is poor or not. On the other hand, the security of the service has a negative effect on the use of mobile money compared to other services.

Keywords: Mobile Money, Money Transfer, Poverty, Logit multinomial, Côte d'Ivoire.

Introduction

La réduction de la pauvreté fait l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics, des partenaires au développement et de nombreux chercheurs au cours de ces dernières années (Afawubo et al., 2019). C'est dans ce sens que les Nations Unies au travers des Objectifs de Développement Durable ont mis l'accent sur la nécessité de mettre fin à la pauvreté, sous toutes ses formes, d'ici 2030 (Barbier et Burgess, 2019 ; Nihinlola, 2020).

À l'instar de nombreux pays en développement, en Côte d'Ivoire la pauvreté reste également un phénomène monétaire et la plupart des études réalisées se sont focalisées sur l'approche monétaire (Rapport INS¹, ENV²_2015). Bien que les causes de la pauvreté soient très variées, on peut dire que les principaux facteurs de risque se trouvent dans la faiblesse du revenu et les conditions financières (Afawubo et al., 2019). En effet, la baisse de la pauvreté pourrait découler, du moins en partie, de l'effet des transferts d'argent entre les populations. En effet, des études dont celle de Suri et Jack (2016) ont montré que la pauvreté reculerait de plus de 2% suite aux transferts d'argent mobile. Par ailleurs, l'effet positif des transferts sur la pauvreté semble essentiellement imputable à l'usage des services financiers. En Côte d'Ivoire où les services financiers formels excluent une grande frange de la population (selon la BCEAO le taux de bancarisation en Côte d'Ivoire est estimé à 29,5% en 2022), le développement de la téléphonie mobile donne une opportunité aux ménages pauvres d'accéder aux services financiers de base par le mobile money.

Dans ce contexte, promouvoir l'usage des services de transfert d'argent en occurrence les services mobiles revêt une importance cruciale pour lutter contre la pauvreté. Des chercheurs tels que d'Ahmad et al. (2020), Jack et Suri (2014) et Suri et Jack (2016) ont démontré que le mobile money joue un rôle essentiel dans l'amélioration du bien-être des populations et qu'il existe des liens directs et indirects entre l'usage du mobile money et la réduction de la pauvreté. Ces études soulignent l'importance de faciliter l'usage des personnes défavorisées aux services de transfert mobile afin de favoriser leur résilience face à la pauvreté.

Ainsi, la problématique de l'usage des services de transfert mobile et de la lutte contre la pauvreté est un enjeu majeur de développement pour la Côte d'Ivoire. Dans la mesure où, les services de transferts proposés par les banques et sociétés de transfert sont loin d'être efficaces. L'accent est de plus en plus mis sur les mobiles money, qui sont perçues comme le canal privilégié par les populations pour recevoir un transfert d'argent. La question centrale de cette étude est de savoir : dans quelle mesure le statut de pauvreté influence-t-il le choix d'utiliser un

¹ Institut Nationale de la Statistique (INS) de la République de Côte d'Ivoire

² Enquête Niveau de Vie des Ménages (ENV) réalisée par l'INS en 2015.

service de transfert en Côte d'Ivoire ? Autrement dit, les mobiles money représentent-ils le meilleur canal pour les personnes pauvres de recevoir un transfert d'argent.

L'objectif de l'étude consiste à analyser l'effet de l'usage des services de transfert mobile dans la dynamique de transitions vers la non pauvreté des pauvres. De façons spécifiques, il s'agira d'identifier les déterminants de l'usage des services de transfert d'argent mobile ; analyser la contribution des mobiles money à favoriser la réception d'un transfert d'argent pour les personnes pauvres ; analyser la préférence des individus pour les services de transfert mobile aux détriments des autres canaux de transfert.

À ce stade de l'exposé il est utile de signaler que beaucoup de papiers ont été publiés sur la thématique de l'adoption et de l'usage du mobile money. Mais force est de constater que ces thématiques ont été abordées généralement de manière séparée. Mêmes dans les quelques rares études où elles ont été abordées ensemble ; les auteurs les ont analysées avec une troisième thématique, celle de l'inclusion financière. Bref, une analyse sur d'éventuels liens entre utilisation du mobile money et du niveau de pauvreté dans le cas spécifique de la Côte d'Ivoire et même de l'Afrique subsaharienne semble être inexistante dans la littérature scientifique. Notre présente étude tente de combler ce déficit.

Pour atteindre nos objectifs, nous allons utiliser un modèle de logit multinomial basé sur les travaux de Lachaud (2000) et Rabearivelo (2022). Après avoir évalué statistiquement la relation entre statut de pauvreté et usage des services de transfert, nous développerons un modèle empirique qui met en évidence la variable endogène (canal utilisé) ainsi qu'un ensemble de variables d'intérêt et de contrôle permettant d'appréhender les déterminants des services de transfert d'argent en Côte d'Ivoire.

La suite de cette étude s'organise comme suit : la section 1 expose les principaux travaux sur la question des déterminants de l'usage du mobile money. La section 2 présente les sources de données ainsi que la méthode d'analyse. La section 3 analyse les principaux résultats obtenus. Dans la section 4, nous discuterons des résultats. Enfin, nous terminons par la conclusion.

1. Revue de la littérature

L'explication de l'usage des services de transfert d'argent suscite un grand intérêt, expliquant l'abondante littérature qui lui est associée notamment dans les pays en développement où l'accès aux services financiers est de plus en plus difficile pour les personnes défavorisées (Kingiri et Fu, 2019). Pour Avom et al. (2021), l'usage et l'adoption des services financiers par les consommateurs dérivent des facteurs socioéconomiques, culturels et d'attribut du produit.

C'est dans ce sens que **Yaya et al. (2012) ont analysé le lien entre le revenu et l'usage du mobile money. Il ressort de leur étude que** le revenu améliore la compréhension de l'utilisateur, car permet de réduire l'effet coût de l'utilisation. Comparativement aux personnes à bas revenu, les individus à revenu élevé sont plus regardants quant aux avantages qu'ils tirent du service mobile money. Le fait d'utiliser le service régulièrement offre à ces derniers la possibilité de bénéficier des différents bonus et promotions offerts par les entreprises de télécommunication.

S'agissant plus particulièrement de certains facteurs socioéconomiques, Fall et Birba (2019), montrent à partir des données d'enquête sur un échantillon de 4 141 sénégalais, régressés suivant un modèle logistique, que le sexe, le niveau d'étude, l'emploi, l'alphabétisation, l'ouverture d'un compte bancaire augmentent la probabilité d'utilisation des services financiers. Une autre étude sur l'usage des services de transfert d'argent via les mobiles money met plus l'accent sur le niveau d'éducation des utilisateurs. Spécifiquement, Mbiti et Weil (2011) par les variables instrumentales à effets fixes de 6 598 individus et Yaya et al. (2012) s'accordent sur le fait que le niveau d'instruction affecte positivement l'adoption du mobile money notamment du M-Pesa au Kenya. En effet, le niveau d'instruction donne une certaine connaissance aux utilisateurs en accroissant leur perception vis-à-vis des avantages que procure le service mobile money, ainsi que les risques courus par celui-ci. Ces personnes sont donc plus rationnelles et mieux placées en termes d'analyse coût-bénéfice du service mobile money.

Dans un autre ordre d'idées, Sacko et al. (2021) analysent les principaux déterminants de l'utilisation des services de transfert d'argent mobile par les internautes maliens en situation mobile sur des données collectées auprès de 1 739 individus utilisateurs d'Internet mobile à partir du modèle logit. Ils concluent qu'avoir un niveau d'instruction inférieur au niveau secondaire, avoir un âge compris entre 15-35 ans et la cherté du coût de connexion jouent négativement sur la probabilité d'utiliser le mobile money via Internet mobile au Mali. Tandis que le revenu, la zone de résidence urbaine, les compétences en informatiques et les professions : ouvrier, entrepreneur, commerçant et agriculteur influencent positivement l'utilisation des services de transfert d'argent mobile par le truchement d'internet mobile.

Concernant les études relatives aux caractéristiques du produit, une étude récente de Bidiassé et Mvogo (2019) ont examinés le rôle des facteurs spécifiques dans l'adoption du mobile money au Cameroun, sur la base des données individuelles collectées dans les villes de Douala et de Yaoundé, en opérant une discrimination en fonction des caractéristiques socio-économiques à par partir d'un logit simple. Ils trouvent que les avantages offerts, les informations disponibles sur le fonctionnement du mobile money et la proximité du service sont les variables

significatives de l'adoption de ce service. Par ailleurs, ses auteurs révèlent que la discrimination de la population suivant les caractéristiques sociodémographiques notamment le sexe, le statut social, les travailleurs du secteur formel, le niveau d'éducation permettent d'avoir une autre perception des facteurs spécifiques au produit. En outre, les travaux de Hamelin et al. (2001) à l'instar de Furche et Wrightson (2000) ont souligné le rôle fondamental de la sécurité dans l'adoption du mobile money. Car, avec le mobile money, les individus peuvent réaliser des opérations à tout moment sans arrêt, et garantir l'immédiateté du paiement comme l'on relevé les travaux de Chanel et M'Chirgui (2009) et Schmidt et Muller (1999). Dès lors, plus un service est sûr, plus il est adopté.

Timba et al. (2022) pour leur part ont analysé les facteurs explicatifs de l'adoption du mobile banking dans un pays en développement sur une régression logit sur un échantillon de 156 personnes interrogées. Il en résulte principalement que le besoin d'aide pour l'utilisation et la fréquence de dépôts et retraits affectent négativement l'adoption, alors que la fréquence de consultation du solde en compte, le nombre de banques avec lesquelles le client est en relation et enfin l'évaluation de la qualité de l'application affectent positivement l'adoption du mobile banking. Prolongeant, les résultats précédents, Ahmad et al. (2020) ont pour leur part évalué l'état de l'argent mobile et sa contribution à la promotion de l'inclusion financière et au développement, avec un accent sur l'Afrique subsaharienne à partir des méthodes taxonomiques, descriptives et analytiques.

Globalement, la littérature met l'accent sur les caractéristiques socio-économiques et le type de service proposé qui déterminent le choix d'utiliser un service de transfert. Nous fondant sur ces travaux, nous allons formuler notre méthode d'analyse qui sera traitée dans la section qui suit.

2. Données et Méthode d'analyse

Cette section abordera succinctement la source des données et la méthodologie adoptée.

2.1. Description des données

Les données utilisées dans cette étude proviennent d'une enquête menée par notre propre soin entre octobre 2020 et mai 2021 dans le District d'Abidjan. Le choix du District d'Abidjan est motivé par le fait que selon l'ENV (2015), la ville d'Abidjan représente 51,8% des transferts reçus par les ménages ivoiriens et 45,1% des envois de fonds, et ce sans distinction de l'origine, ni des zones de destination des fonds.

Pour y arriver, nous avons utilisé une méthode d'échantillonnage et de collecte de données très rigoureuse. D'abord, une stratification géographique a été utilisée à partir de la subdivision administrative de la ville d'Abidjan en 14 communes dont 10 communes dans la ville et 04

périphéries. Après cette stratification géographique, deux critères non exclusifs furent utilisés pour le choix des communes. Pour le premier critère, il est retenu la taille des populations des localités concernées. Ainsi, il est choisi automatiquement dans toutes les communes, la commune avec une forte densité de population. Le second critère de choix de la commune est l'accessibilité due aux contraintes financières.

Ensuite, il a été tiré dans la base de données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (INS, RGPH_2014) un effectif de 1536 individus à partir de la formule d'échantillonnage de Bernouilli pour constituer la base de cette étude. Puis, la ventilation de l'échantillon au sein de chaque commune a été effectué par quota, selon un choix raisonné basé sur l'importance de la commune en termes de population et de la sensibilité de celle-ci face à la pauvreté. Par ailleurs, nous avons reparti les quotas de chaque commune par genre suivant le poids de chacune des catégories dans la répartition de la population de la ville d'Abidjan.

L'enquête s'est déroulée dans treize communes du District d'Abidjan. Elle comporte quatre (4) volets : caractéristiques socio-économiques des enquêtés, l'activité et les revenus des individus ainsi que les raisons pour la tenue d'un compte mobile money, et enfin les spécificités des services de transferts.

Dans une première partie, les personnes domiciliées dans le District d'Abidjan âgées d'au moins 15 ans ayant reçu ou envoyé de l'argent ont été interrogées sur leur situation et leur activité professionnelle. L'activité exercée par l'individu et son niveau de vie ont fait l'objet de la deuxième partie. La troisième partie de l'enquête portait sur les caractéristiques des abonnements des opérateurs mobiles et les raisons de détenir un compte mobile money, ainsi que les habitudes d'utilisation des services de transfert d'argent. Enfin, la dernière section a mis en évidence les caractéristiques des services de transferts.

Dans cette enquête, 1 751 personnes ont été interrogées. Compte tenu de l'objectif de cette recherche, seuls les individus âgés d'au moins 15 ans sont inclus. Il s'agit de personnes ayant recours au service de transfert d'argent qui ont été interrogées. Après avoir retiré de l'échantillon les individus avec des observations manquantes et les individus qui n'envoient que des transferts, un échantillon effectif de 1 536 individus a été retenu conformément à la taille d'échantillon calculée. Il se répartit comme suit : 87,72 % sont des virements nationaux et 12,28 % sont des virements internationaux, c'est-à-dire des virements qui proviennent de l'étranger, quelle que soit leur origine.

Dans notre échantillon, nous avons dénombré au total 763 hommes sur 1536 personnes, soit 49,7% de la taille de l'échantillon, contre 773 femmes, soit 50,3% dans la ville d'Abidjan.

2.2.Méthode d'analyse

Pour analyser empiriquement les déterminants de l'usage des services de transfert d'argent en Côte d'Ivoire, nous utilisons un modèle logit multinomial pouvant permettre d'identifier les facteurs influençant l'usage des services de transfert. Ce choix se justifie par le caractère diversifié de la variable dépendante, l'hypothèse de non-linéarité de la relation entre la décision d'utilisation d'un service spécifique et les variables explicatives, ainsi que la flexibilité reconnue des modèles logistiques, justifient l'option prise ici pour cette technique dans l'analyse des données. Nous supposons que la décision d'utiliser un service de transfert d'argent par un individu est fonction de l'utilité probable qu'il éprouve en utilisant cet instrument financier. Supposons que chaque individu i ait à choisir entre les quatre alternatives ($j=1, \dots, 4$) à savoir : Banques, Sociétés de transfert d'argent, Mobile Money et autres canaux. Ce que nous cherchons à étudier est la décision unique d'un individu parmi un certain nombre d'alternatives non ordonnées. Dans un modèle de choix non ordonnés, l'individu i va comparer les différents niveaux d'utilité associés aux divers choix, puis opter pour celui qui maximise son utilité U_{ij} parmi les j choix. Pour l'individu i , l'utilité du choix j est :

$$U_{ij} = \beta' z_{ij} + \varepsilon_{ij} \quad (1)$$

Dans cette expression z_{ij} est un vecteur de caractéristiques individuelles, β est un vecteur de paramètres inconnus et ε_{ij} est un terme d'erreur aléatoire. Si l'individu i fait le choix j , on considérera qu' U_{ij} est l'utilité la plus grande parmi les J utilités considérées par l'individu i . De fait, la probabilité que l'individu i choisisse le prestataire j correspond à la probabilité que l'utilité du prestataire j soit supérieure à celle associée à tous les autres prestataires :

$$P(U_{ij} > U_{ik}) \quad \text{pour} \quad k \neq j ; \quad j, k = 1, 2, 3, 4 \quad (2)$$

Dans ces conditions, la régression logistique multinomiale est plus appropriée. Elle permet de modéliser une variable aléatoire nominale pouvant prendre plus de 2 modalités ($k > 2$) en fonction d'un certain nombre de variables explicatives qui peuvent être continues ou catégorielles. Ce modèle ne tient pas compte de l'ordre entre les modalités.

Soit la probabilité d'avènement d'un événement parmi k événements possibles suivants :

$$\left\{ \begin{array}{l} p_1 = P[Y = y_1 / X = x] \\ p_2 = P[Y = y_2 / X = x] \\ \dots \\ p_k = P[Y = y_k / X = x] \end{array} \right\} \quad \text{avec donc la contrainte : } \sum_{i=1}^k p_i = 1$$

Nous modélisons un rapport de probabilités, en prenant, une modalité de référence, par exemple la dernière modalité k , ce qui revient donc à écrire $k-1$ équations de régression.

$$\left\{ \begin{array}{l} \text{Logit}_1 = \ln \frac{p_1}{p_k} = \beta_{0,1} + \beta_{1,1}x_1 + \dots + \beta_{p,1}x_p \\ \text{Logit}_2 = \ln \frac{p_2}{p_k} = \beta_{0,2} + \beta_{1,2}x_1 + \dots + \beta_{p,2}x_p \\ \dots\dots\dots \\ \text{Logit}_{k-1} = \ln \frac{p_{k-1}}{p_k} = \beta_{0,k-1} + \beta_{1,k-1}x_1 + \dots + \beta_{p,k-1}x_p \end{array} \right\} \quad (3)$$

Le modèle comporte donc $(k-1)*(p+1)$ paramètres à estimer. Pour une même variable explicative, k un coefficient $\beta_{k,t}$ est estimé pour chacune des modalités i de la variable réponse Y , donc pour chaque équation. On en déduit donc les $k-1$ probabilités pour chaque évènement :

$$p_k = p_k * \exp(\text{Logit}_k) \quad (4)$$

L'estimation du modèle se fera par la méthode du maximum de vraisemblance pour un échantillon d'observations $(y_1, \dots, y_n)$. Ici la loi de la vraisemblance suit une loi multinomiale $M(1, p_1, p_2, \dots, p_k)$. Les coefficients à estimer sont $(\beta_{0,1}, \dots, \beta_{0,k-1}, \beta_{1,1}, \dots, \beta_{1,k-1}, \dots, \beta_{p,1}, \dots, \beta_{p,k-1})$ donc $(k-1)(p+1)$ coefficients à estimer, la fonction de vraisemblance s'écrit :

$$L(Y, \beta) = \prod_{i=1}^n \prod_{k=1}^k p_k^{1(y=y_i)}(x_i) \quad (5)$$

Les variables explicatives utilisées sont présentées dans le tableau ci-dessous. Le tableau 1 donne une présentation détaillée de l'ensemble des variables utilisées pour l'estimation de notre équation (3).

Tableau N°1 : Description des variables

Variables	Description des variables
Variables dépendante	
Canal utilisé	Transfert reçu par l'individu à partir d'un canal spécifique. Elle prend 4 valeurs (1 si l'individu a reçu un transfert via le canal bancaire, 2 pour une société de transfert d'argent, 3 pour le compte du canal mobile money et la valeur 4 s'il s'agit d'un transfert à partir d'un autre canal).
Variables explicatives	
Genre	Sexe de l'individu (1= masculin, 2= féminin)

Âge	Âge de l'individu (1= moins de 25 ans, 2= 25 à 35ans, 3= 35 à 50 ans, 4= Plus de 55 ans)
Niveau d'éducation	Niveau d'instruction de l'individu (1= Aucun, 2= primaire, 3= secondaire, 4= supérieur)
Revenu	Revenu mensuel de l'individu (1= moins de 25 000f, 2= 25 000f à 50 000f, 3= 50 000f à 75 000f, 4= 75 000f à 100 000f, 5= 100 000f à 200 000f, 6= plus de 200 000f)
Statut professionnel	Statut professionnel de l'individu (1= auto-employé, 2= commerçant/ouvrier, 3= demandeur d'emploi, 4= homme/femme au foyer, 5= en formation, 6= autres)
Statut matrimonial	Statut matrimonial de l'individu (1= marié, 2= divorcé, 3= séparé, 4= veuf/veuve, 5= jamais marié, 6= autres)
Prix du transfert	Coût des frais de commissions sur transfert d'argent (1= très faible, 2= faible, 3= moyen, 4= élevé, 5= très élevé, 6= acceptable)
Sécurité du service	Niveau de sécurité de la transaction proposé par l'entreprise (1=très mauvais, 2= mauvais, 3= moins bon, 4= bon, 5= très bon, 6= excellent)
Qualité du service	Qualité du service proposé par l'entreprise (1=très mauvaise, 2= mauvaise, 3= moins bonne, 4= assez bonne, 5= bonne, 6= excellente)
Délai de réception	Durée maximale de réception d'un transfert d'argent domestique et international
Confiance à l'opérateur	Marque de confiance accordée par le bénéficiaire à l'entreprise (1= pas du tout, 2= faible, 3= moyenne, 4= assez bonne, 5= bonne, 6= excellente)
Proximité du service	Distance des points de service de transfert d'argent proche des clients
Pauvre	Nature de pauvreté de l'individu. Elle prend la valeur 1 si l'individu est pauvre, 2 si non
Transfert	Transfert reçu par l'individu. Elle prend la valeur 1 si l'individu a reçu un transfert, 2 si non

Source : L'auteur (2024).

3. Résultats

Nous présentons tour à tour les résultats statistiques et économétriques obtenus.

1. 3.1. Statistique descriptive des variables

L'annexe 1 présente les statistiques de l'ensemble des variables mobilisées pour l'analyse économétrique de nos données.

Les résultats de l'enquête révèlent que l'âge moyen des individus utilisant les services de transfert d'argent est compris entre 25 ans et 35 ans. Autrement dit, les données de l'enquête révèlent que les personnes qui reçoivent le plus de transferts d'argent sont celles âgées de moins de 25 ans (32%) et de 25 ans à 35 ans (42%). Il en ressort donc que les utilisateurs des services de transfert d'argent sont en majorité des personnes jeunes.

En outre, on note que 90,6% des personnes interrogées utilisent les services de transfert d'argent dont 85,8% pour les services mobiles money, 7,29% utilisent les services bancaires contre 5,9% et 0,9% respectivement pour les sociétés de transfert d'argent et les canaux informels. Parmi ces individus qui utilisent les services de transfert, 23,6% sont pauvres³ contre 76,4% de non pauvre. De plus, l'analyse plus fine sur le revenu des utilisateurs montre que 23,5% de ceux -ci ont un revenu mensuel inférieur à 25 000 FCFA contre 13,8% pour les personnes ayant plus de 200 000 FCFA par mois soit un écart considérable de plus de 10% entre les pauvres et non pauvres. La proportion des femmes (51%) est plus élevée que celle des hommes (49 %) soit un rapport de masculinité de 96 hommes pour 100 femmes.

En somme, l'enquête révèle que la majorité des personnes bénéficiaires de transfert d'argent est de sexe féminin. Il ressort également que les bénéficiaires sont des personnes âgées de moins de 35 ans, célibataires, en formation (enseignement supérieur) et vivant avec un revenu mensuel de moins de 25 000 FCFA.

2. 3.2. Analyse de l'usage des services de transfert suivant le statut de pauvreté

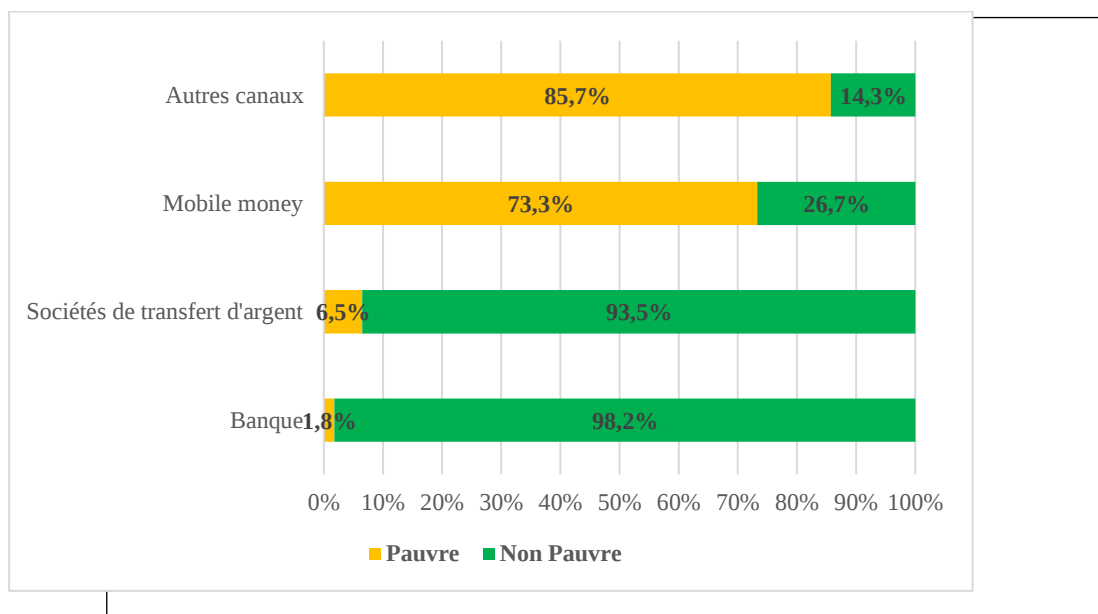
Les services de transfert en Côte d'Ivoire englobent une variété de prestataires de services financiers, notamment des intermédiaires financiers (banques et Microfinance) et des institutions financières non bancaires (Agences de paiement, Sociétés de Transfert d'Argent, opérateurs mobiles) qui fournissent principalement des services de paiement et de transfert.

L'analyse du graphique 1 montre que les personnes non pauvres ont une préférence pour les services bancaires 98,2%, en raison de leur facilité à avoir accès aux services financiers formels.

³ Selon le rapport Enquête sur le Niveau de Vie des ménages (ENV, 2015) est considéré comme pauvre, celui qui a une dépense de consommation inférieure à 737 Francs CFA par jour soit 269 075 Francs CFA par an.

Cependant, la proportion de personnes pauvres qui utilisent les services de transfert n'est pas pour autant négligeable mais diffère d'un service à l'autre. D'autant plus que, la proportion de personnes pauvres qui utilisent les services de transfert est particulièrement importante dans la ville d'Abidjan (23,57%) soit un peu plus de 689 807 personnes pauvres dont plus de 3,2 millions de personnes pauvres au niveau national.

Figure N°1 : Répartition des services de transfert selon le statut de pauvreté



Source : L'auteur (2024) à partir de nos estimations.

Le tableau 2 ci-après montre qu'une importante proportion de personnes non pauvres (76,43%) utilise les services de transferts comparativement aux personnes pauvres (23,6%). Ce résultat s'explique par la proportion de non pauvre qui très élevé dans notre échantillon 1 174 individus soit près de 76% de notre échantillon.

Tableau N°2 : Usage des services de transfert selon le statut de pauvreté

Catégorie (pauvre)	Banque	Sociétés de transfert	Mobile Money	Autres canaux	Total
Non pauvre	98,21	93,48	73,29	85,71	76,43
Pauvre	1,79	6,52	26,71	14,29	23,57
Total	100	100	100	100	100

Source : L'auteur (2024) à partir de nos estimations.

Les transferts reçus par les individus pauvres transitent derniers en grande partie par les services de transfert informels (85,7% des transferts reçus) suivis des services mobiles à hauteur de

73,3% ainsi que des sociétés de transfert et les banques respectivement à hauteur de 6,5% et 1,8% comme l'illustre le graphique 1.

3. 3.3. Déterminants de l'usage des services de transfert

Avant d'exécuter la régression, l'obtention d'une fréquence des prestataires de service de transfert d'argent permet d'éclairer la sélection d'un prestataire de référence. Le tableau 3 ci-après donne l'illustration de cette statistique.

Tableau N°3 : Fréquence d'utilisation des différents prestataires de transfert

Canal	Fréquence	Pourcentage	Cumul
Banques	112	7,29	7,29
Sociétés de transfert	92	5,99	13,28
Mobile money	1318	85,81	99,09
Autres canaux	14	0,91	100
Total	1536	100	-

Source : L'auteur (2024) à partir de nos estimations.

Les mobiles money sont les prestataires de transfert d'argent le plus fréquemment utilisé et seront par conséquent le groupe de référence dans cette estimation.

Dans l'estimation qui suit, la variable « *Canal* » représente la variable à expliquer. Sous Canal se trouvent trois répliques des variables prédictives, représentant les trois modèles estimés : banque, sociétés de transfert et autres canaux par rapport à mobile money. Les résultats de l'estimation logit multinomial sont répertoriés dans le tableau 4 ci-après.

Nous observons que la probabilité d'obtenir une statistique du khi deux (388,91) est de 0,00 significatif au seuil de 1%, nous amènerait à conclure qu'au moins un des coefficients de régression du modèle n'est pas égal à zéro. Autrement dit, le modèle logit multinomial estimé est globalement significatif au seuil de 1%. En outre, les variables indépendantes mobilisées expliquent à 25% (pseudo $R^2 = 0,25$) la variable « *canal* ». Ce qui signifie que 25% des variations de la probabilité d'utiliser un nombre donné de prestataires de transfert d'argent sont expliquées par l'ensemble des variables explicatives incluses dans le logit multinomial. De même, le test de Wald présente une probabilité inférieure à 1%, ce qui démontre de la significativité globale des coefficients estimés. Étant donné ce type de modèle, l'on peut dire que le modèle spécifié est adéquat dans son ensemble mais avec un faible pouvoir explicatif. Par conséquent, le modèle estimé et spécifié est pertinent.

Tableau N°4 : Résultats de l'estimation du modèle logit multinomial

Variables explicatives	Variables dépendantes					
	Banque		Sociétés de transfert		Autres canaux	
	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.
Transfert reçu - Reference : Non						
Oui	-0,11	0,755	-0,60	0,091*	-5,59	0,010**
Pauvre - Reference : Non						
Oui	-14,59	0,000***	-16,45	0,000***	17,82	0,000***
Sexe - Reference : masculin						
Femme	0,12	0,626	0,59	0,028**	-90,76	0,000***
Tranche d'âge - Reference : moins de 25 ans						
25 ans à 35 ans	0,06	0,878	-0,79	0,05*	1,26	0,55
35 ans à 50 ans	-0,25	0,593	-0,25	0,595	-89,59	0,551
Plus de 50 ans	-0,10	0,849	0,53	0,334	0,85	0,74
Niveau d'éducation - Reference : Aucun						
Primaire	1,22	0,001**	0,66	0,144	1,27	0,549
Secondaire	-91,47	0,000***	-90,56	0,237	-80,08	0,225
Supérieure	-1,80	0,09*	0,58	0,337	2,73	0,31
Statut professionnel - Reference : auto-employé						
Commerçant / Ouvrier	-0,31	0,46	1,37	0,101	0,13	0,955
Demandeur d'emploi	-2,06	0,003**	2,04	0,018**	0,65	0,775
Femme / Homme au foyer	-0,73	0,256	0,08	0,937	-90,38	0,149
En formation	-1,64	0,000***	2,02	0,015**	0,79	0,72
Autres	-0,36	0,337	0,91	0,242	-0,42	0,851
Statut matrimonial - Reference : marié						
Célibataire	-0,21	0,477	0,10	0,783	-4,98	0,005**
Autres	-0,38	0,300	-0,28	0,524	-1,70	0,284

Revenu de l'individu -Reference : Moins de 25 000 FCFA						
25 000 FCFA à 50000 FCFA	-12,78	0,000***	-15,57	0,000***	-71,57	0,000***
50 000 FCFA à 75 000 FCFA	-12,33	0,000***	-15,14	0,000***	19,18	0,000***
75 000 FCFA à 100 000 FCFA	-12,02	0,000***	-14,02	0,000***	18,25	0,000***
100 000 FCFA à 200 000 FCFA	-11,50	0,000***	-13,27	0,000***	-73,20	0,000***
Plus de 200 000 FCFA	-11,59	0,000***	-12,36	0,000***	13,72	0,001**
Proximité du service	-0,46	0,049**	-0,39	0,133	1,41	0,265
Délai de réception du transfert	-0,66	0,024**	-0,27	0,341	-1,41	0,38
Sécurité du transfert	0,10	0,334	0,18	0,142	0,84	0,078*
Prix du transfert	0,34	0,001**	-0,07	0,492	-0,47	0,323
Qualité du service proposé	-0,31	0,046**	0,36	0,049**	0,46	0,533
Confiance accordée à l'entreprise	-0,24	0,051*	-0,17	0,216	-0,69	0,22
Constante	12,09	0,001**	9,54	0,000***	-19,04	0,000***
Nombre d'observation	1 486					
LR chi2 (132)	388,91					
Prob > chi2	0,000***					
Pseudo R2	0,25					
Log Likelihood	-573,669					

*** Significativité à 1%, ** Significativité à 5%, * Significativité à 10%.

Source : L'auteur (2024) à partir de nos estimation

Les résultats de l'estimation montrent que les principales variables socioéconomiques qui expliquent significativement l'usage du mobile money sont le statut de pauvreté, le revenu, l'âge (entre 25 ans et 35 ans), être célibataire, être au chômage et en formation, d'une part et d'autre part, la proximité, le délai de réception du transfert, la qualité du service et la confiance accordée à l'opérateur. Spécifiquement, le coefficient associé au statut de pauvreté de l'individu révèle que le fait d'être pauvre, toutes choses égales par ailleurs, réduire très significativement l'usage des services de transferts bancaires et sociétés de transfert d'argent comparativement aux services mobiles. Ce résultat est corroboré par le signe de la variable revenu dans notre modèle. En effet, le coefficient lié au revenu est négatif et significatif à 1% pour tout niveau de revenu supérieur à 25 000 FCFA par mois. Les individus dont le revenu se situe dans la fourchette entre de 10 000 à 25 000 FCFA ont une aversion pour l'usage des services bancaire et autres à l'inverse des services mobiles. L'usage des services de transfert est donc une fonction décroissante du revenu des utilisateurs. Ce résultat est intéressant dans la mesure où la plupart des modèles explicatifs usuels de l'usage et l'adoption des mobiles money ne parviennent pas à établir de réel lien significatif entre revenu et choix du service. Le fait d'utiliser les services de transfert habituel à savoir banque et STA réduire les chances d'un individu de recevoir un transfert d'argent à l'inverse de celui qui utilise les services de transfert mobile. En effet, le signe associé à la variable transfert dans notre modèle est négatif et statistiquement significatif au seuil de 10%. Le coefficient lié au sexe des individus montre que le fait d'être une femme, toutes choses égales par ailleurs, réduire très significativement les chances d'utiliser les services de transfert.

4. 3.4. Calcul des effets marginaux

Si l'on se penche sur les effets marginaux (cf. tableau 5), on remarque l'utilisation des services de transfert d'argent chez les personnes pauvre notamment des mobiles money augmente de 12,1 points et baisse respectivement de de 6,9 points et 5 points pour les services bancaires et société de transfert d'argent. Ainsi, il semble exister un lien fort et préétabli entre le statut de pauvreté des individus et leurs choix et possibilités d'utiliser les services de transfert. Qui plus être, la probabilité d'usage du mobile money baisse de 19,1% quand les utilisateurs ont un niveau de revenu supérieur à 25 000 FCFA. Par contre la probabilité de l'usage des services bancaires et STA augmente respectivement de 7,1% et 14,9% quand l'utilisateur a revenu mensuel d'au moins 25 000 FCFA. Ces résultats permettent de soutenir que les personnes pauvres sont plus susceptibles d'utiliser le mobile money via que les personnes non pauvres.

Variables explicatives	Variables dépendantes							
	Banque		Sociétés de transfert		Mobile Money		Autres canaux	
	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.	Coef.	Prob.
Transfert reçu - Reference : Non								
Oui	0,002	0,910	-0,07	0,016**	0,114	0,013**	-0,05	0,198
Pauvre - Reference : Non								
Oui	-0,069	0,000***	-0,05	0,000***	0,121	0,000***	0,002	0,811
Sexe - Reference : masculin								
Femme	0,001	0,942	0,02	0,176	-0,009	0,608	-0,01	0,004**
Tranche d'âge - Reference : moins de 25 ans								
25 ans à 35 ans	0,020	0,307	-0,025	0,141	-0,002	0,945	0,006	0,677
35 ans à 50 ans	0,007	0,758	0,020	0,444	-0,017	0,615	-0,010	0,455
Plus de 50 ans	0,008	0,77	0,087	0,056*	-0,090	0,080*	0,005	0,721
Niveau d'éducation - Reference : Aucun								
Primaire	0,066	0,000***	0,034	0,025**	-0,103	0,000***	0,003	0,485
Secondaire	-0,037	0,000***	-0,034	0,005**	0,074	0,007**	-0,002	0,915
Supérieure	-0,032	0,007**	0,014	0,525	-0,014	0,750	0,031	0,424

Statut professionnel - Reference : auto-employé

Commerçant / Ouvrier	- 0,034	0,395	0,044	0,057*	-0,006	0,887	-0,003	0,777
Demandeur d'emploi	- 0,126	0,000***	0,062	0,033**	0,055	0,226	0,009	0,609
Femme / Homme au foyer	- 0,062	0,211	0,002	0,903	0,072	0,168	-0,012	0,221
En formation	- 0,118	0,001**	0,047	0,022**	0,059	0,152	0,012	0,552
Autres	- 0,021	0,560	0,045	0,011**	-0,014	0,734	-0,010	0,367

Statut matrimonial - Reference : marié

Célibataire	- 0,015	0,379	0,001	0,941	0,044	0,156	-0,030	0,165
Autres	- 0,018	0,401	-0,013	0,502	0,053	0,128	-0,022	0,344

Revenu de l'individu -Reference : Moins de 25 000 FCFA

25 000 FCFA à 50000 FCFA	0,036	0,023**	0,010	0,261	-0,003	0,231	-0,014	0,513
50 000 FCFA à 75 000 FCFA	0,055	0,006**	0,018	0,113	-0,080	0,006**	0,008	0,690
75 000 FCFA à 100 000 FCFA	0,072	0,002**	0,060	0,007**	-0,126	0,000***	-0,006	0,747
100 000 FCFA à 200 000 FCFA	0,107	0,000***	0,115	0,000***	-0,208	0,000***	-0,014	0,513

Plus de 200 000 FCFA	0,085	0,000***	0,272	0,000***	-0,348	0,000***	-0,009	0,695
Proximité du service	- 0,025	0,060*	-0,010	0,411	0,030	0,092	0,006	0,246
Délai de réception du transfert	- 0,035	0,035**	-0,010	0,465	0,049	0,017**	-0,004	0,487
Sécurité du transfert	0,005	0,430	0,006	0,263	-0,015	0,057*	0,004	0,212
Prix du transfert	0,018	0,001**	-0,005	0,311	-0,010	0,156	-0,003	0,172
Qualité du service proposé	- 0,020	0,019**	0,018	0,034**	-0,001	0,928	0,003	0,399
Confiance accordée à l'entreprise	- 0,012	0,070*	0,004	0,521	0,019	0,038**	-0,002	0,310
Nombre d'observation	1 486							

*** Significativité à 1%, ** Significativité à 5%, * Significativité à 10%,

Source : L'auteur (2024) à partir de nos estimations.

Les résultats en lien avec la réception d'un transfert mettent en lumière que la probabilité d'utilisation du mobile money par les individus est la plus forte pour les utilisateurs de mobile money qui ont un effet marginal estimé à 11,4%. Tandis que la probabilité d'usage baisse seulement de 7% parmi les utilisateurs de Western Union, Ria... soit un peu moins de la moitié de la probabilité estimée pour les utilisateurs mobiles money. La probabilité d'usage du mobile money baisse de 9% quand les utilisateurs sont âgés de plus de 50 ans. Par contre la probabilité des STA augmente de 8,7% pour la même tranche d'âge. Ces résultats permettent de soutenir que les utilisateurs de service de transfert plus âgées sont moins susceptibles d'utiliser le mobile money que les plus jeunes. Pour ce qui concerne le niveau d'étude, l'effet marginal des utilisateurs des services de transfert d'argent sachant au moins lire et écrire c'est-à-dire ayant le niveau primaire au minimum baisse de 1,5 pour les mobiles money contre 3,7% pour les banques. Incontestablement, l'usage des services de transfert d'argent en général et du mobile money en particulier baisse quand le niveau d'étude augmente aussi.

Lorsqu'on se réfère aux caractéristiques des services de transfert d'argent en Côte d'Ivoire par prestataire, on constate que le prix n'a aucun effet quant à la décision des individus d'utiliser le mobile money à l'inverse des services de transfert bancaires dont l'usage augmente à hauteur de 1,8% selon le niveau de prix proposé. Cependant, lorsque les utilisateurs se réfèrent à la proximité du service, le délai de réception du transfert et la confiance accordée à l'opérateur augmente l'usage du mobile money respectivement de 3%, 4,9% et 1,9%. Cependant, la sécurité des service mobiles money réduire l'utilisation de ce service de 1,5%.

Pour les banques, les services proposés à partir certaines caractéristiques que sont la proximité (-2,5%), le délai de réception (-3,5%), la qualité du service (-2%) et la confiance (-1,2%) ont un impact négatif sur le choix des individus d'utiliser le canal bancaire pour recevoir un transfert d'argent. Par contre, seule la variable qualité de service a un effet positif sur le choix des individus à utiliser les Western Union, Money gram, Ria etc.

5. 3.5 Calcul du ratio risque relatif

Ce qui suit est l'interprétation de la régression logistique multinomiale en termes de rapport risques relatifs (rrr). Le rrr d'un coefficient indique comment le risque que le résultat tombe dans le groupe de comparaison par rapport au risque que le résultat tombe dans le groupe de référence change avec la variable en question. Le tableau 6 présente les résultats du ratio risque relatif issu de l'estimation du modèle logistique multinomial précédemment estimé.

Tableau N°6 : Rapport risque relatif

Variables explicatives	Variables dépendantes		
	Banque	Sociétés de transfert	Autres canaux
Transfert reçu - Reference : Non			
Oui	0,89	0,55*	0,003**
Pauvre - Reference : Non			
Oui	0,081*	0,001***	0,29
Sexe - Reference : masculin			
Femme	1,13	1,798**	5,06
Tranche d'âge - Reference : moins de 25 ans			
25 ans à 35 ans	1,06	0,453*	3,52
35 ans à 50 ans	0,78	0,78	9,05
Plus de 50 ans	0,90	1,69	2,33
Niveau d'éducation - Reference : Aucun			
Primaire	3,375**	1,93	3,57
Secondaire	3,98	9,05	0,002
Supérieure	0,165*	1,79	15,39
Statut professionnel - Reference : auto-employé			
Commerçant / Ouvrier	0,73	3,92	1,14
Demandeur d'emploi	1,127**	7,71**	1,91
Femme / Homme au foyer	0,48	1,09	5,07
En formation	0,193***	7,50**	2,19
Autres	0,70	2,49	0,66
Statut matrimonial - Reference : marié			
Célibataire	0,81	1,10	0,006**
Autres	0,69	0,76	0,18
Revenu de l'individu -Reference : Moins de 25 000 FCFA			
25 000 FCFA à 50000 FCFA	0,50	0,002***	7,37
50 000 FCFA à 75 000 FCFA	0,78	0,003***	1,15
75 000 FCFA à 100 000 FCFA	1,07	0,011**	0,45
100 000 FCFA à 200 000 FCFA	1,79	0,023**	1,12
Plus de 200 000 FCFA	1,64	0,059*	0,004

Proximité du service	0,633**	0,676+	4,10
Délai de réception du transfert	0,518**	0,76	0,24
Sécurité du transfert	1,11	1,19	2,322*
Prix du transfert	1,406**	0,93	0,63
Qualité du service proposé	0,735**	1,437**	1,58
Confiance accordée à l'entreprise	0,788*	0,84	0,50
Nombre d'observation	1 486		
LR chi2 (132)	720,56		
Prob > chi2	0,000***		
Log Likelihood	-573.67		

*** Significativité à 1%, ** Significativité à 5%, * Significativité à 10%.

Les coefficients inscrits représentent le rapport risque relatif

Source : L'auteur (2024) à partir de nos estimations.

Pour l'usage entre un service bancaire et un service mobile, on note que le risque relatif pour une personne pauvre d'utiliser un service mobile money est 8,1% moins risquer que d'utiliser le canal bancaire. Par ailleurs, lorsqu'une personne se base sur les caractéristiques du service proposé notamment la proximité du service (63,3%), le délai de réception des transferts (51,8%), la qualité du service (73,5%), la confiance à l'opérateur (78,8%) et est en formation (19,3%) a moins de risque selon les grandeurs définir d'utiliser le canal mobile money comparativement aux services bancaires. Autrement dit, ce dernier est moins susceptible d'utiliser les services de transfert bancaires à l'inverse des mobiles money. Par contre, lorsqu'il s'agit du prix ou qu'il est en quête d'emploi, le risque relatif de choisir les banques serait 1,4 et 1,1 fois plus probable lorsque les autres variables du modèle sont maintenues constantes.

Concernant les sociétés de transfert d'argent traditionnelles, la régression montre qu'une personne pauvre à 10% moins de risque d'utiliser les mobiles money que les sociétés de Western Union et autres et 55% moins de risque de recevoir un transfert d'argent via mobile money qu'à partir des canaux de transferts habituels ou encore 45,3% moins de risque si elle est âgée de 25 ans à 35 ans d'utiliser les services mobiles money. Cependant, il est 1,79 et 7,71 fois plus risqué pour les femmes et les personnes en quête d'emploi d'utiliser les mobiles money au détriment des STA. Quant aux canaux informels, le tableau 8 révèle que, le risque pour une personne d'utiliser les mobiles money au détriment des canaux informels est de 2,3 fois plus risquées à mesure que le niveau de sécurité des services se dégrade. Par contre, lorsqu'une

personne change de statut matrimonial sa disposition à utiliser les services mobiles money baisse de 0,006 unités.

À la suite des résultats, il serait important de confronter les implications sous-tendues par ces résultats sur les travaux antérieurs.

4. Discussion

Les résultats de la présente recherche montrent que le statut de pauvreté de l'individu explique significative l'usage du mobile money par les utilisateurs. Ces résultats permettent de soutenir que les personnes pauvres sont plus susceptibles d'utiliser les services de transfert mobile que les personnes non pauvres. Car de nos résultats, il ressort qu'une personne pauvre à 12,1% de probabilité d'utiliser les services mobiles money et 11,4% de recevoir un transfert d'argent au détriment des autres services de transfert. Une mise en perspective de ces trouvailles avec celles des études antérieures permet de soutenir que les personnes ayant un revenu faible sont plus enclins à utiliser le mobile money. Ces résultats avaient été confirmés par les travaux d'Ahmad, Green et Jiang (2020) qui ont montrés au cours de leurs études que la monnaie électronique contribue à réduire la pauvreté, de ce fait, les ménages sont incités à l'utiliser davantage. Dans le même ordre d'idées, Jack et Suri (2014) révèlent que les utilisateurs de M-Pesa reçoivent plus d'envois de fonds, en nombre et en valeur, que les non-utilisateurs. Ce résultat suggère que les personnes pauvres utilisant les services mobiles recevoir beaucoup plus d'argent et de façon régulier ce qui leur permettent de sortir de la pauvreté. D'autant plus que, Suri et Jack (2016) dans leur étude sur le Kenya montrent que l'accès au dispositif de mobile money (M-Pesa) a permis de sortir 194 000 ménages kenyans, soit 2 % de la population de la pauvreté. Car, les utilisateurs de M-Pesa bénéficient également d'une plus grande réciprocité dans les envois de fonds (Jack et al., 2013). A contrario, les personnes non pauvres utilisent les services mobiles pour communiquer et pour réaliser des activités de e-commerce. À cet effet, les travaux de **Yaya, Seck et Ousmane (2012), Mbiti et Weil (2011) et** Laforet et Li (2005) montrent que les individus à revenu élevé sont plus regardant quant aux avantages qu'ils tirent du service mobile money comparativement aux personnes à bas revenu.

Les résultats en lien avec le niveau d'éducation et l'âge mettent en lumière que la probabilité d'usage diminue de 9% chez les personnes plus âgées et de 10,5% pour celles ayant un niveau d'éducation primaire mais augmente de 7,4% pour les personnes ayant le niveau secondaire. Ces résultats permettent de soutenir d'une part que les personnes plus âgées sont moins susceptibles d'utiliser le mobile money que les plus jeunes. D'autre part, une corrélation positive entre le niveau d'éducation et l'usage du mobile money (Cissé et Keita, 2020). En effet, la

probabilité d'utiliser le mobile money baisse pour les personnes niveau primaire alors que cette même probabilité d'usage du mobile money augmente pour celles qui ont un niveau secondaire. Pour ce qui concerne les caractéristiques du service de transfert mobile, les résultats vont dans le sens des études antérieures faites sur l'usage du mobile money. Ces résultats soutiennent que la proximité du service, le délai de réception du transfert et la qualité du service sont positivement corollés avec l'usage du mobile money (Bidiassé et Mvogo, 2019 ; Dunne et Kasekende, 2018). Les résultats obtenus dans cette étude vont dans ce sens aussi pour ce qui concerne l'usage du mobile money en tenant compte du statut de pauvreté de l'utilisateur. Par conséquent, l'usage des services de transfert mobile suite au statut de pauvreté de l'individu augmente quand le lieu de retrait est plus proche et le temps de réception plus court. Par contre, le niveau de sécurité des services mobiles à l'heure actuelle, agissent négativement et significativement sur l'usage du *mobile money*. *Car, à la lumière de nos résultats, la sécurité actuelle des opérations de transfert mobile contribue à réduire significativement de 1,5% la probabilité d'usage du mobile money. Dès lors, les opérateurs de service mobile money devraient renforcer encore plus la sécurité des opérations de transfert face aux anarques et vols à répétition dont sont victime les utilisateurs à l'instar des services bancaires. Ce résultat ainsi obtenu est en désaccord avec des études précédentes sur la question dont celle de Bidiassé et Mvogo (2019). Cependant, ce résultat obtenu est tout à fait compréhensible dans la mesure où les individus ayant au moins 100 mille FCFA de revenu mensuel représentent 45,2% de notre échantillon. De plus, selon Bidiassé et Mvogo (2019) plus la richesse augmente, plus les usagers sont préoccupés par la sécurité, du fait de l'importance de leurs transactions.*

Conclusion

L'objectif de cette étude est d'analyser les déterminants de l'usage des services de transfert d'argent suivant le statut de pauvreté des utilisateurs. Pour ce faire, l'étude a implémenté un modèle logit multinomial à partir des données d'enquête sur 1536 utilisateurs.

Les résultats obtenus montrent que l'usage des services de transfert d'argent par les personnes pauvres et non pauvres est significativement expliqué par les caractéristiques socioéconomiques d'une part et les attributs du service proposé d'autre part. Spécifiquement, les résultats dégagent que la probabilité d'usage du mobile money par une personne pauvre augmente de 12,1% au détriment des autres services de transfert d'argent qui baisse de 6,9% et 5% pour les banques et Western Union etc... En plus, du statut de pauvreté, nos résultats suggèrent que la probabilité de recevoir un transfert d'argent par le canal mobile money augmente de 11,4% tandis qu'elle baisse de 7% pour les sociétés de transfert d'argent (Western Union, Ria...). Lorsqu'on considère les caractéristiques des services de transfert proposés, les utilisateurs mettent en avant la proximité, le délai de réception du transfert et la qualité des services de transfert mobile au détriment de ceux offerts par les banques et sociétés de transfert d'argent.

De ce fait, l'État devrait mettre en place, une politique sociale discriminatoire dans l'usage des services financiers mobiles pour les personnes vulnérables en ciblant en priorité, la frange de la population la plus pauvre. Cette réflexion est d'autant plus plausible que l'étude révèle que 98,9% des utilisateurs des services de transfert d'argent sont pauvres dont 85,8% utilisent les services de transfert mobile.

Au regard du rôle important que joue les mobiles money pour les personnes pauvres, il est recommandé aux pouvoirs publics d'inciter la population à l'usage du canal mobile money pour les transferts vers les personnes pauvres en améliorant le cadre réglementaire et institutionnel des services mobiles money en faveur des pauvres. En outre, les opérateurs des services financiers à partir du téléphone mobile sont invités à renforcer d'avantage la sécurité des opérations de transfert d'argent afin d'encourager les personnes réticentes à utiliser les services mobiles money au profit des pauvres et à accroître davantage des points agréés mobile money dans les zones reculées principalement dans les zones rurales où la population est la plus pauvre. En rapprochant de plus en plus les services mobiles des populations cela permettrait de réduire d'avantage les distances jusqu'aux personnes pauvres, ainsi le risque actuel et futur de pauvreté devrait diminuer. Par ailleurs, il convient de noter que l'usage des services de transfert mobile par les personnes pauvres méritent que des analyses approfondies sur l'efficacité spécifique des transferts reçus via ce canal en élargissant l'analyse sur la finalité des transferts par les bénéficiaires.

Bibliographie

- Afawubo, K., Couchoro, M. K., Agbaglah, M., et Gbandi, T, (2019), « Mobile money adoption and households vulnerability to shocks : Evidence from Togo », *Applied Economics*, Vol. 52, N°10, pp. 1141-1162. <http://dx.doi.org/10.1080/00036846.2019.1659496>.
- Ahmad, A.H., Green, C., et Jiang, F, (2020), « Mobile money, financial inclusion and development : A review with reference to african experience », *School of Business and Economics Loughborough University School of Business and Economics*. <https://doi.org/10.1111/joes.12372>.
- Avom, D., Bidiassé, H., et Mvogo, G, (2021), « Adoption et usage du mobile money au Cameroun : Analyse comparative des déterminants entre les villes de Douala et Yaoundé », *African Development Review*, Vol. 33, pp. 67-78. <http://dx.doi.org/10.1111/1467-8268.12491>.
- Barbier, E.B. et Burgess, J.C, (2019), « Sustainable development goal indicators : Analyzing trade-offs and complementarities », *World Development*, Vol. 122, N°1, pp. 295-305. <http://dx.doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.05.026>.
- Bidiassé, H., Mvogo, G.P, (2019), « Les déterminants de l'adoption du mobile money : l'importance des facteurs spécifiques au Cameroun », *Revue d'Économie Industrielle*, pp 85-115. <https://doi.org/10.4000/rei.7845>.
- Chanel, O., M'Chirgui, Z, (2009), « Adoption et utilisation du porte-monnaie électronique monéo-essai empirique sur un échantillon test », *Revue d'économie industrielle*, Vol. 126, pp. 53-76. <https://journals.openedition.org/rei/3970>.
- Cissé, M., Keita, F. (2020). Déterminants de l'adoption de l'Internet mobile par les consommateurs Maliens. *Revue Internationale des Economiste de Langue Française RIELF*, Vol. 6, N°1, pp. 115-129. <https://doi.org/10.18559/RIELF.2021>.
- Dunne, J.P., Kasekende, E, (2018), « Financial Innovation and Monney Demand : Evidence From Sub-saharan Africa », *South African of Economics*, Vol. 86, N°4, pp. 428-448.
- Fall, S.F. et Birba, O, (2019), « L'inclusion financière par le mobile-banking au Sénégal : l'analyse des facteurs socio-économiques d'adoption », *Monde en Développement*, Vol. 185, N°1, pp. 61-82. <https://doi.org/10.3917/med.185.006>.
- Furche, A., Wrightson, G. (2000), « Why do stored value systems fail » ? *Netnomics*, Vol. 2, pp. 37-47.
- INS (2014), « Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2014) », https://www.ins.ci/documents/RGPH2014_expo_dg.pdf.

- INS (2015), « Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV 2015) », Ministère du Plan et du Développement. <https://www.ins.ci/templates/docss/env2015.pdf>.
- Hamelin, J., Lemarque, E., et Zollinger, M, (2001), « Le lancement du porte-monnaie électronique monéo : Stratégies des acteurs et comportement des consommateurs », *Décisions Marketing*, Vol. 23, pp. 11-22
- Kingiri, N.A., Fu, X, (2019), « Understanding the diffusion and adoption of digital finance innovation in emerging economies : M-Pesamoney mobile transfer service in Kenya », *Innovation and Development*, Vol. 10, pp. 1-22.
- Jack, W., Ray, A. et Suri, T, (2013), « Transaction networks : evidence from Mobile Money in Kenya », *American Economic Review : Papers and Proceedings*, Vol. 103, N°3, pp. 356-361.
- Jack, W., Suri, T, (2014), « Risk sharing and transactions costs : Evidence from Kenya's mobile money revolution », *American Economic Review*, Vol. 104, N°1, pp. 183-223.
- Lachaud, J-P. (2000), « Modélisation des déterminants de la pauvreté et marché du travail en Afrique : Le cas du Burkina Faso », *Recherches Economiques de Louvain*, Vol. 66, N°3, pp. 309- 361.
- Laforet, S., Li, X, (2005), « Consumers attitudes towards online and mobile banking in China», *International Journal of Bank Marketing*, Vol. 23, pp. 362-380.
- Mbiti, I., Weil, D, (2011), « Mobile banking : the impact of M-Pesa in Kenya », NBER Working Paper, N°17129.
- Mbiti, I., Weil, D, (2013), « The Home Economics of E-Money : Velocity, Cash Management and Discount Rates of M-Pesa Users », *American Economic Review*, Vol. 103, N°3, pp. 369-374. <http://dx.doi.org/10.1257/aer.103.3.369>.
- Nielsen, J.F., NetRatings (2002), « Internet technology and customer linking in Nordic banking », *International Journal of Service Industry Management*, Vol. 13, N°5, pp. 475-495.
- Nihinlola, R.M. (2020), « Evaluating the relationship between financial inclusion, social inclusion and multidimensional poverty reduction », *Walden Dissertations and Doctoral Studies*, Walden University.
- Rabearivelo, D.F. (2022), « La microfinance et la pauvreté multidimensionnelle à Madagascar : analyse macroéconomique », *Mémoire Monnaie-Finance-Banque*, Université d'Antananarivo.
- Sacko, I., Cissé, M., et Keita, F, (2021), « Déterminants de l'usage du transfert d'argent mobile par les utilisateurs d'internet mobile au Mali », *European Scientific Journal*, ESJ, Vol. 17, N°4, p. 103.

Schmidt, C. et Müller, R.A, (1999), « Framework for micropayment evaluation », Economic Research and Electronic Networking, pp. 187-200.

Suri, T., Jack, W, (2016), « The long-run poverty and gender impacts of mobile money », Science, pp. 1288-1292.

Timba, G., Djekna, V., et Sime, E.M, (2022), « Analyse de l'Adoption du Mobile Banking dans une Economie en Developpement: Une Application au Cameroun », Global Journal of Management and Business Research: Finance, Vol. 20, N°3.

Yaya, K.F., Seck, F., et Ousmane, B, (2012) « Adoption et impact de l'utilisation du mobile banking sur le bien être des ménages : le cas de la banlieue de Dakar au Sénégal ».

Annexes

Annexe N°1 : Statistiques des variables

Variables	Fréquence	Pourcentage	Cumul
Transfert reçu			
Oui	1 393	90,69	90,69
Non	143	9,31	100
Pauvre			
Oui	362	23,57	23,57
Non	1 174	76,43	100
Sexe			
Homme	765	49,8	49,8
Femme	771	50,2	100
Age			
Moins de 25 ans	492	32,03	32,03
25 ans à 35 ans	641	41,73	73,76
35 ans à 50 ans	271	17,64	91,41
Plus de 50 ans	132	8,59	100
Education			
Aucun	39	2,54	2,54
Primaire	131	8,53	11,07
Secondaire	319	20,77	31,84
Supérieur	1 047	68,16	100
Statut professionnel			
Auto-employé	131	8,53	8,53
Commerçant / Ouvrier	199	12,96	21,48
Demandeur d'emploi	172	11,2	32,68
Femme / Homme au foyer	89	5,79	38,48
En formation	604	39,32	77,8
Autres	341	22,2	100
Statut matrimonial			
Marié	280	18,23	18,23
Célibataire	935	60,87	79,1
Autres	321	20,9	100
Montant du transfert reçu			
Moins de 10 000 FCFA	272	18	18

10 000 FCFA à 25 000 FCFA	445	29,45	47,45
25 000 FCFA à 50000 FCFA	540	35,74	83,19
Plus de 50000 FCFA	254	16,81	100
Fréquence de réception des transferts			
Chaque semaine	119	7,87	7,87
Tous les mois	563	37,21	45,08
Tout le temps	156	10,31	55,39
Occasionnellement	617	40,78	96,17
Autres	58	3,82	100
Canal de réception des transferts			
Banque	112	7,29	7,29
Sociétés de transfert d'argent	92	5,99	13,28
Mobile money	1,318	85,81	99,09
Autres canal	14	0,91	100
Revenu de l'individu			
Moins de 25 000 FCFA	361	23,5	23,5
25 000 FCFA à 50000 FCFA	247	16,08	39,58
50 000 FCFA à 75 000 FCFA	234	15,23	54,82
75 000 FCFA à 100 000 FCFA	202	13,15	67,97
100 000 FCFA à 200 000 FCFA	279	18,16	86,13
Plus de 200 000 FCFA	213	13,87	100
Proximité du service			
Oui	511	34,25	34,25
Non	981	65,75	100
Délai de réception du transfert			
Oui	1 056	70,82	70,82
Non	435	29,18	100
Sécurité du transfert			
Très mauvais	88	5,75	5,75
Mauvais	165	10,78	16,53
Moins bon	249	16,26	32,79
Bon	645	42,13	74,92
Très bon	203	13,26	88,18
Excellent	181	11,82	100
Prix du transfert			
Faible	56	3,66	3,66
Moyen	181	11,83	15,49
Elevé	431	28,17	43,66
Très élevé	257	16,8	60,46
Acceptable	605	39,54	100
Confiance accordée à l'entreprise			
Pas du tout	31	2,03	2,03
Faible	87	5,69	7,72
Moyenne	237	15,5	23,22
Assez bonne	419	27,4	50,62
Bonne	564	36,95	87,57
Excellente	190	12,43	100

Source : L'auteur (2024) à partir de nos estimations